

Dégradation des infrastructures routières à Parakou : le pont Titirou-Banikanni, un véritable tombeau à ciel ouvert

Dans la ville de Parakou, la dégradation des voies et infrastructures routières constitue un véritable problème pour la circulation des personnes et des biens. Circuler sur certaines voies à Parakou relève d'un véritable parcours de combattant. Sur ces "chemins de croix", les riverains sont obligés de redoubler d'ardeur et de vigilance. La vigilance, c'est ce que doivent désormais observer les usagers de la voie reliant le quartier Titirou à Banikanni dans le 1er arrondissement de Parakou.



En effet, suite aux premières pluies enregistrées depuis quelques jours, le pont reliant les quartiers Titirou et Banikanni s'est à nouveau effondré. À en croire les riverains, ce pont avait fait objet d'aménagement, il y a environ un an. Selon Ganiou Abdou, habitant du quartier Titirou, les travaux qui avaient été faits sur cet ouvrage ont manqué d'efficacité. C'est ce qui explique que le pont soit à nouveau effondré, a-t-il déploré.

Avec l'état actuel de l'ouvrage, les usagers ne cachent pas leur inquiétude. « Quand je passe par là, j'ai souvent peur surtout la nuit », a laissé entendre Aurelle Singbé, élève au CEG Titirou rencontrée à la sortie des classes. Sa camarade Esmelle Souroukou lance, quant à elle, l'appel que voici : « Je demande au maire de faire venir les maçons pour réparer le pont, afin qu'on puisse circuler en toute quiétude sur la voie

», a déclaré la jeune élève.

Les appels comme celui d'Esmelle ne sont pas les premiers que l'on entend au sujet des voies à Parakou, et il est fort probable que ce ne soit non plus le dernier, à moins que les choses s'améliorent avant que l'on ne finisse de lire cet article.

Ce qui est tout de même évident, c'est que la situation n'est pas méconnue des autorités. Reçu par nos confrères de Fraternité FM à Parakou, le Maire Inoussa Chabi Zimé, évoquant la question de l'aménagement des voies, a dit être très conscient de l'impraticabilité des voies à Parakou. À en croire l'autorité municipale, les démarches sont en cours et quelque chose sera fait dans les tous prochains jours pour rendre plus praticables les voies concernées.

Cette situation soulève néanmoins plusieurs inquiétudes liées à l'attribution des marchés publics de construction des infrastructures routières, le respect des normes de construction des infrastructures routières et l'entretien des ces infrastructures.

Faut-il le préciser, toutes nos tentatives, pour échanger avec le chef quartier Titirou afin d'en savoir davantage sur le cas spécifique du pont Titirou-Banikanni sont restées malheureusement vaines. En attendant que la promesse faite par le Maire soit concrétisée, si ce n'était pas une promesse ''bon débarras'', les usagers du pont Titirou-Banikanni devront, quant à eux, redoubler de vigilance pour ne pas se voir enterrer dans ce tombeau à ciel ouvert.

Venance Ayébo TOSSOUKPE

L'Association des ORL Libéraux du Bénin a tenu son 3e enseignement post-universitaire

L'Association des Oto-Rhino-Laryngologistes (ORL) Libéraux du Bénin (AOLB) a organisé le samedi 13 mai 2023 au Millénium Popo Beach Hotel de Grand-Popo, son troisième enseignement post-universitaire. La thématique centrale était axée sur la Méatotomie moyenne et ethmoïdectomie par voie endoscopique endonasale. Elle a été animée par deux principaux conférenciers, le Professeur Basilide TÉA et le Docteur Adjobi KOUASSI.



Dr Serge KPANOU, Président de l'AOLB, a accueilli les médecins participant à cette rencontre en les invitant à profiter de cette occasion unique de partage d'expériences et de convivialité. Une invitation qui a donné place à la première conférence présentée par le Docteur Basilide TEA, Professeur titulaire d'ORL et de chirurgie cervico-faciale, et Président de la Fondation ORL en Côte d'Ivoire, sur la Méatotomie moyenne et ethmoïdectomie par voie endoscopique endonasale.

Dans ses échanges avec les participants, le Professeur TEA a souligné l'importance de se tenir à jour et de s'adapter aux dernières avancées pour offrir aux patients des soins de qualité, accessibles et moins coûteux. Il a expliqué les éléments clés d'une intervention chirurgicale endonasale, tels que la nécessité d'effectuer des analyses préalables, de préparer préchirurgicalement le patient et d'utiliser un matériel adéquat.

Il a également rappelé l'importance de demander de l'aide à un collègue plus expérimenté plutôt que de risquer de nuire au patient en effectuant une chirurgie endonasale mal maîtrisée. Une vidéo pratique illustrant une intervention chirurgicale endonasale a été visualisée et appréciée par les participants.

La deuxième communication qui a suivi, était axée sur la tarification des actes en ORL. Elle a été conduite par le Docteur Josias SOHINTO et le Docteur Christelle YEDE, spécialistes ORL et membres du Bureau Exécutif de l'AOLB. Dans leurs différentes interventions, ils ont fait savoir la nécessité d'adapter les tarifs en vigueur aux réalités des coûts de la vie et des exigences actuelles de la médecine moderne, tout en harmonisant les tarifs pour éviter la concurrence déloyale entre confrères. Selon les médecins participants à ce troisième enseignement post-universitaire, cette communication est venue à point nommé.

Notons que l'événement a été sponsorisé par la firme PHARMA 5, qui a rappelé aux médecins présents les différents produits pharmaceutiques disponibles pour lutter contre les rhinites allergiques et autres affections ORL, notamment les antibiotiques.

Megan Valère SOSSOU

Soins de santé primaires au Bénin : La politique

Nationale de Santé Communautaire lancée officiellement à Nikki



Le Bénin s'engage résolument dans la promotion des soins de santé primaires en mettant l'accent sur la prévention, la promotion de la santé, ainsi que la mise en place d'un système d'alerte communautaire permanent. Le vendredi 9 juin 2023, la commune de Nikki a servi de cadre au lancement de la politique nationale de santé communautaire. Le Ministre de la Santé, Monsieur Benjamin HOUNKPATIN, et sa collègue en charge du Numérique et de la Digitalisation, Madame Aurélie ADAM SOULÉ ZOUMAROU, ont rehaussé l'événement de leur présence.

Cet événement marque ainsi le point de départ de cette ambitieuse initiative qui place l'individu au cœur des priorités en matière de santé. La première phase du projet cible six communes : Nikki, Kalalé, Banikoara, Bembèrèkè, Sinendé et Malanville.

Au total, 1 500 agents de santé communautaires qualifiés et 37 relais communautaires ont été déployés pour la mise en œuvre de cette politique novatrice.



Lors de cette occasion, le Ministre de la Santé a rappelé les missions assignées à ces acteurs de terrain. « Un relais communautaire sera responsable en moyenne de 200 ménages. Sa mission consistera à rendre visite à tous les foyers de sa zone de couverture au moins une fois par semaine afin de détecter les problèmes de santé, de fournir des conseils et orientations, de distribuer des fournitures médicales et de faciliter la référence des cas nécessitant une prise en

charge. L'agent de santé communautaire qualifié, quant à lui, relèvera de la municipalité. Il supervisera tous les relais communautaires de son arrondissement, s'occupera des cas courants, orientera et référera les personnes vers les structures de santé appropriées pour une prise en charge adéquate », a-t-il déclaré. Il a également appelé toutes les parties prenantes à s'engager pleinement pour la réussite de ce projet ambitieux en cours de déploiement.

De son côté, Madame Aurélie ADAM SOULÉ ZOUMAROU, Ministre du Numérique et de la Digitalisation, a exhorté la population à soutenir cette initiative gouvernementale qui contribuera à l'amélioration qualitative de leur état de santé.



Le Maire de la commune de Nikki, Monsieur Roland Lafia GOUNOU, le Préfet du département du Borgou, Monsieur Djibril MAMA CISSE, ainsi que les représentants des partenaires techniques qui se sont succédé à la tribune, ont tous félicité le Gouvernement pour cette vision qui, sans aucun doute, dynamisera les indicateurs de santé.

La cérémonie a rassemblé les autorités politiques, administratives et sanitaires, et a reçu la bénédiction de SINAN DOUN WIROU, Premier Ministre de la Cour Impériale, représentant son Altesse SERO TOROU TOUKO SARI, Empereur de Nikki.

Megan Valère SOSSOU

Journée mondiale de la

fibromyalgie: tout savoir sur cette maladie des femmes



Elle touche 7 à 10 fois plus les femmes que les hommes. La fibromyalgie est une maladie chronique caractérisée par des douleurs musculo-squelettiques généralisées, de la fatigue, des troubles du sommeil, des troubles de l'humeur et d'autres symptômes physiques et psychologiques. Malgré les avancées dans la compréhension de cette maladie, il y a toujours des préjugés et des stéréotypes qui l'entourent, y compris l'idée fausse que la fibromyalgie est une maladie des femmes.

En effet, la fibromyalgie touche environ 2 à 4% de la population mondiale, indépendamment de l'âge, du sexe ou de l'origine ethnique. Cependant, il est vrai que la majorité des personnes diagnostiquées avec cette maladie sont des femmes, avec un ratio femmes/hommes de 7:1. Ce déséquilibre de genre n'est cependant pas unique à la fibromyalgie, de nombreuses autres maladies chroniques touchent plus souvent les femmes que les hommes.

L'une des raisons pour lesquelles la fibromyalgie est souvent considérée comme une maladie des femmes est que [les symptômes](#) peuvent être exacerbés par des facteurs qui sont plus courants chez les femmes. Par exemple, le stress, l'anxiété et la dépression sont des facteurs de risque importants pour la fibromyalgie, et ces problèmes sont plus fréquents chez les femmes. En outre, les hormones féminines peuvent également jouer un rôle dans le développement de la fibromyalgie, bien que cela ne soit pas encore clairement compris.

Malheureusement, cette idée fausse selon laquelle la fibromyalgie est une maladie des femmes peut entraîner une

sous-estimation des symptômes et une mauvaise prise en charge de la maladie chez les hommes qui en souffrent. Les hommes atteints de fibromyalgie peuvent également éprouver des difficultés à obtenir un diagnostic précis, car la maladie est souvent associée à tort à des problèmes psychologiques ou à des conditions de santé spécifiques aux femmes, comme le syndrome prémenstruel.

Il est important de souligner que la fibromyalgie est une maladie réelle et invalidante, qui peut avoir un impact significatif sur la qualité de vie des personnes qui en sont atteintes. Les symptômes peuvent varier considérablement d'une personne à l'autre, et il n'y a pas de traitement unique qui convienne à tous les patients. [Les traitements actuels](#) visent souvent à soulager les symptômes et à améliorer la qualité de vie, plutôt que de guérir la maladie.

En conclusion, bien que la fibromyalgie soit souvent considérée comme une maladie des femmes en raison du ratio femmes/hommes élevé, il est important de souligner que cette maladie peut toucher n'importe qui, indépendamment de leur sexe. Il est crucial de sensibiliser le public et les professionnels de la santé à la réalité de la fibromyalgie et de faire en sorte que tous les patients, hommes et femmes, reçoivent une prise en charge adéquate et personnalisée pour leur maladie.

Constance AGOSSA

Les cliniques privées du

Bénin engagées pour l'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins de santé

Les cliniques privées du Bénin ont fait un grand pas vers l'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins de santé lors des troisièmes journées nationales des cliniques privées. Organisées par l'Association des Cliniques Privées du Bénin en partenariat avec le Centre Hospitalier Universitaire Namur de Belgique et plusieurs autres sponsors, ces journées ont vu des spécialistes de la santé et des experts nationaux et internationaux se réunir à Cotonou les 5 et 6 mai 2023.



Photo de famille

L'objectif principal de ces journées était de réfléchir à l'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins dans le secteur sanitaire en particulier le secteur sanitaire privé. Il s'est agi aussi pour les acteurs d'échanger à la mise en place d'un environnement institutionnel favorable à l'amélioration de la qualité des soins et services au Bénin.

Les participants ont abordé plusieurs thématiques, notamment le concept et les déterminants de la qualité et de la sécurité des soins selon l'OMS, l'amélioration de la qualité des soins par la certification des établissements de santé et l'accréditation des professionnels de santé, la qualité des soins et le développement durable, l'écoconception des soins de santé, l'hôpital durable, et enfin la recherche dans les formations sanitaires privées.

JNCP-3, pari gagné pour l'Association des Cliniques Privées du Bénin

Pendant deux jours tout entiers, les acteurs ont échangé à travers des conférences débats, de jeu concours, de table ronde, des ateliers de formation et du symposium pour le développement des mécanismes d'appropriation des stratégies d'amélioration continue de la qualité et de la sécurité des soins de santé.

En outre, cette rencontre a permis aux cliniques de s'imprégner de la nouvelle réforme conduite par Pr Lucien DOSSOU-GBETE à travers l'Agence de Régulation du secteur Sanitaire. La variété des thématiques abordées au cours de ces journées est d'une grande utilité pour le développement des cliniques privées selon Dr Jean H. Nguessan du Cabinet Business Spring Consulting qui salue la nouvelle dynamique observée au Bénin à travers les réformes liées à certification et à l'accréditation.

De nombreux participants ont exprimé leur satisfaction quant à l'efficacité des échanges, notamment Esther OGOUSSAN de Clinique Pédiatrique à Abomey-Calavi, qui compte partager les leçons apprises en matière d'entretien et d'accueil des patients avec son équipe pour une amélioration continue des soins. Camille Olympio, médecin responsable de la clinique St Camille, a également beaucoup appris et envisage de prendre de nouvelles dispositions en matière d'organisation dans sa clinique.

Pour sa part, Dr Pauline MODRIE, Conseillère en Développement Durable au CHU UCL Namur de Belgique a déclaré être sortie très satisfaite et inspirée des échanges. « J'ai senti une énergie, un niveau de réflexion très avancée » a-t-elle fait savoir.

Son collègue, Benoît Libert, Directeur Général du Centre Hospitalier Universitaire UCL Namur de Belgique a, quant à lui, constaté un vrai investissement des autorités et des

acteurs des cliniques privées au Bénin. Il se dit fier d'\\'avoir été invité et fier de voir à quel point le Bénin se développe avec des gens de qualité.

Les troisièmes Journées Nationales des Cliniques Privées du Bénin ont été un pari gagné pour l'\\'ACPB et ses partenaires, qui ont les yeux désormais rivés sur la quatrième édition. Une quatrième édition qui abordera selon les déclarations du Président de l'\\'Association des Cliniques Privées du Bénin, Dr Latif MOUSSE, du \\ »**Bien-être des professionnels du secteur privé de la santé: États des lieux et enjeux**\\ ».

Megan Valère SOSSOU

La PASCiB amorce le processus d'intégration des dimensions Changements climatiques et Genre dans la gouvernance des Réserves de Biosphère de l'Ouémé et du Mono

Face aux menaces anthropiques et naturelles que subissent les réserves de biosphère du Mono et de l'Ouémé, la PASCiB à travers le projet Benkadi en étroite collaboration avec le Centre National de Gestion des Réserves de Faune (CENAGREF) a organisé un atelier multi-acteur afin de résoudre la problématique de l'\\'intégration des dimensions Changements climatiques et Genre dans la gouvernance des réserves de biosphère de l'\\'Ouémé et du Mono. C'était le 06 avril 2023 à

Grand Popo.



L'objectif était d'échanger avec les parties prenantes et de valider la méthodologie proposée par les consultants pour l'actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion (PAG) des réserves pour une durée de dix ans, en intégrant la problématique du genre et du changement climatique grâce à l'intégration des mesures concrètes d'adaptation basée sur l'environnement (AbE).

Selon Yécy Peggy TOHINLO, représentante du Chef projet Benkadi, cet atelier marque le démarrage d'un processus très participatif et inclusif. Elle a réitéré à cette occasion, toute la gratitude de la PASCiB aux différentes parties prenantes pour leur disponibilité et leur engagement dans la préservation et la gestion durable des réserves de biosphère de l'Ouémé et du Mono.

Des efforts déployés au quotidien au profit des populations, a reconnu Cyrillia YEBE, Secrétaire Exécutive de la commune de Grand Popo, qui au nom du maire de la commune, a également félicité et encouragé les acteurs et la PASCiB.

La qualité des acteurs conviés à l'atelier laisse présager la qualité de la méthodologie qui sera retenue pour résoudre la problématique de l'intégration de l'adaptation au changement climatique et du genre dans les outils de planification et de gestion des réserves, selon le Directeur Général du CENAGREF, Abdel Aziz Baba Moussa. Si les premiers Plans d'Aménagements et de Gestion n'avaient pas pris en compte ces dimensions, c'est parce que le problème n'était pas aussi critique, a-t-il ajouté.



Outre l'intégration de l'adaptation au changement climatique et de l'égalité des genres dans la gestion des réserves, le Directeur Général du CENAGREF espère échanger

aussi sur la nécessité d'intégrer de nouvelles ACCB dans les réserves de biosphère. Il s'agit de l'ACCB de Deve, de Togbadji, de la mare aux crocodiles de Tannou et d'autres sites dans la réserve de la basse vallée de l'ouémé.

AGONZAN Marcel, Premier Adjoint au Maire de la commune de Bopa, en lançant officiellement les travaux de l'atelier, a souhaité que les résultats soient à la hauteur des attentes.

Les différentes communications qui ont suivi ont permis aux acteurs présents de prendre connaissance de la gouvernance des réserves de biosphère et la méthodologie proposée pour l'intégration des aspects du genre et des changements climatiques.

Aussi, ont-ils appréhendé les enjeux actuels en matière de conservation des réserves de biosphères de la basse vallée de l'Ouémé et de la réserve de biosphère du mono.

L'atelier a vu la participation des acteurs des municipalités, des acteurs de la société civile, de certains cadres ministériels et experts. La PASCiB et le CENAGREF sont rassurés de la qualité de la démarche méthodologique d'actualisation des PAG et se félicitent de la grande mobilisation de toutes les intelligences en la matière.

Un outil d'aide à la décision en éclosion

Cet atelier enrichissant assorti des recommandations élaborées à l'endroit des différentes parties prenantes est le premier d'une série d'ateliers qui se penchera sur l'actualisation des Plans d'Aménagements et de Gestion et qui va accoucher d'un outil d'aide à la décision.

Constant HOUNDENOU, Conseiller technique au Développement durable du Ministre du Cadre de vie et du Développement durable est convaincu de cette démarche conforme aux grands idéaux du Programme d'Action du Gouvernement et des programmes d'action au niveau sectoriel.



En ce qui concerne le ministère du cadre de vie et du développement durable, il a rassuré que toute initiative légale allant dans le sens de l'accompagnement des communautés au niveau décentralisé serait la bienvenue. Il a pour finir invité à la territorialisation de l'intégration des changements climatiques.

Dans son engagement à actualiser les Plans de Gestion de l'ACCB Bouche du Roy et le lac Toho, la Coordination pour la Recherche et le Développement en Environnement ONG (CoRDE ONG), se servira des résultats de cet atelier a confié Ebenezer HOUNDJINO, son coordonnateur.

Rappelons que la révision et l'actualisation des Plans d'Aménagement et de Gestion des réserves de biosphère de l'Ouémé et du Mono à travers l'intégration des dimensions, Changements climatique et Genre, participent au renforcement de la résilience des communautés riveraines.

Carmel Espéro LOKOSSOUDJIN

Lutte contre la tuberculose: l'inquiétante augmentation des cas au Bénin

La tuberculose est une maladie infectieuse qui touche principalement les poumons, mais qui peut également affecter d'autres parties du corps. Bien que la tuberculose soit curable et que des traitements efficaces soient disponibles, elle reste une maladie majeure en Afrique, où elle est souvent associée à la pauvreté, à la malnutrition et à des conditions

de vie insalubres.



Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), l'Afrique est la région du monde la plus touchée par la tuberculose, avec environ 2,8 millions de cas de tuberculose signalés chaque année. Les pays les plus touchés sont l'Afrique du Sud, le Mozambique, la Tanzanie, l'Ouganda et le Kenya. De plus, la tuberculose est souvent associée à d'autres maladies infectieuses, telles que le VIH/sida, qui peuvent affaiblir le système immunitaire et rendre les personnes plus vulnérables à la tuberculose.

La situation de la tuberculose en Afrique est complexe et multifactorielle. Les facteurs de risque comprennent la pauvreté, la malnutrition, les mauvaises conditions de vie, l'exposition à la fumée de bois, la faible utilisation des services de santé et le manque de financement pour les programmes de prévention et de traitement de la tuberculose.

En réponse à cette situation, les gouvernements africains et les organisations de santé travaillent à renforcer les programmes de prévention et de traitement de la tuberculose. Des efforts sont également en cours pour renforcer les systèmes de santé et améliorer l'accès aux soins de santé de qualité pour les personnes touchées par la tuberculose.

L'état de la lutte au Bénin

Au Bénin, quelques 4.184 cas de tuberculose, toutes formes confondues, ont été dépistés en 2022 selon les déclarations du ministre béninois de la Santé, Benjamin Hounkpatin. S'exprimant à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre la tuberculose, Benjamin Hounkpatin a fait observer que ce nombre de cas de tuberculose dépistés en 2022 était en augmentation de 11 % et de 5 % respectivement par rapport à 2021 et 2020.

Par ailleurs, a-t-il expliqué, 96 % des patients tuberculeux

ont été testés pour le VIH en 2022, avec 14 % revenus séropositifs dont 97 % mis sous antirétroviraux. Toutefois, a-t-il poursuivi, le taux de décès reste stationnaire à 6 % parmi les patients tuberculeux de façon générale.

Rappelons que la politique du gouvernement béninois dans la lutte contre la tuberculose vise, entre autres, à optimiser le dépistage de la tuberculose notamment parmi les populations les plus vulnérables que sont les personnes vivant avec le VIH, les diabétiques, les personnes privées de liberté, les enfants et les femmes enceintes.

Enfin, il est également important de souligner que la tuberculose est souvent stigmatisée dans la plupart des pays africains, ce qui peut décourager les personnes touchées de chercher un traitement. Pour lutter contre cette stigmatisation, il est important de sensibiliser l'opinion publique à la tuberculose et d'encourager la participation communautaire dans la lutte contre la maladie. Sans quoi, la tuberculose restera une maladie majeure en Afrique, avec ses conséquences sanitaires et économiques importantes.

Megan Valère SOSSOU

Santé communautaire au Bénin: Recrutement d'agents enquêteurs

La nouvelle politique Nationale de la Santé Communautaire adoptée par le gouvernement du Bénin est mise en œuvre par la Mairie de Dangbo, avec l'appui financier du Projet de Préparation et de Riposte à la COVID-19 au Bénin (PPRC). Dans

ce cadre, la mairie a lancé un appel à candidatures pour le recrutement de 28 agents enquêteurs chargés de recenser les ménages dans les sept arrondissements de la commune de Dangbo.



Accès à l'eau potable au Bénin: les faux pas de la SONEB qui retardent l'atteinte de l'ODD 6

Depuis 1960, qu'elle a été créée dans le but de fournir de l'eau potable à la population béninoise, la Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB) rencontre de nombreux problèmes qui entravent sa mission et la qualité des services qu'elle fournit. Malgré ses efforts pour améliorer la situation, de nombreuses zones rurales et urbaines continuent par exemple de souffrir d'un manque d'eau potable. Avec ses infrastructures souvent vétustes et mal entretenues, elle peine à répondre promptement aux alertes de dépannage.



A Abomey-Calavi, la cité-dortoir au sud Bénin, il fera bientôt deux mois que l'eau potable de la SONEB coule à flots dans la nature après une défaillance du matériel dans une maison avant le restaurant Grand Café en venant de Cotonou. Les multiples démarches engagées à l'endroit de la Société Nationale des Eaux du Bénin, service de Calavi pour résoudre la situation sont restées stériles. La réponse qui a été servie témoigne du manque de professionnalisme longtemps décrié au sujet de cette

société nationale.

Les agents rencontrés avouent n'avoir pas les matériels nécessaires pour résoudre le problème. Un fait qui suscite bien des questionnements que seules les autorités du secteur peuvent apporter des réponses adéquates. Ces agents ont préféré utiliser du caoutchouc pour arrêter sans y arriver, la fuite des eaux du tuyau. Un vrai gâchis aux yeux des riverains alors que dans d'autres contrées du Bénin, des populations doivent courir d'après l'eau potable, et même d'après l'eau souillée stagnante dans des creux de terre aux allures minières.

C'est le cas des populations de Sakabansi dans la commune de Nikki où dans [une vidéo publiée sur le réseau social Facebook](#), on peut voir des populations, malgré elles, à la recherche de l'eau malpropre. Au Bénin, les problèmes liés à la disponibilité de l'eau en quantité et en qualité ne se posent pas qu'en milieu rural.



À Sèmè-Kpodji en février 2023, il y a eu fréquemment des ruptures d'eau potable. Cette commune, pas les moindres au Bénin en termes d'industrie est régulièrement privée d'eau par la SONEB. Une triste réalité qui perdure depuis des années. La SONEB s'est toujours montrée incapable même avec un petit message de communiquer avant, pendant et après sur les causes de telles coupures intempestives.

Eau potable ! Absente !

En mars 2023, c'était le comble au niveau des consommateurs de la SONEB. Pendant que le ministre, le Directeur Général et certains cadres du secteur de l'eau étaient présents à la Conférence des Nations Unies sur l'eau à New York, aux États-Unis, l'eau par contre était absente dans les robinets de certaines populations du Bénin.

C'est le cas dans les résidences universitaires, à l'Université d'Abomey-Calavi où l'eau n'était pas présente. Comme à l'accoutumée, aucune note de la SONEB n'a annoncé une absence d'eau.

Le 23 mars, Christ Boris M. dénonçait une privation d'eau potable au lendemain de la célébration de la journée mondiale de l'eau. À Cotonou, à Calavi en passant par Dassa Zoumè, Parakou et Djougou, le mois de mars a été profondément perturbé dans la fourniture d'eau potable aux populations.

Ni la célébration de la journée mondiale de l'eau, ni la participation du Bénin à une grande rencontre internationale sur l'eau n'ont motivé les agents de la SONEB à fournir de l'eau en quantité et en qualité aux populations.



Selon des consommateurs que nous avons interviewés, la SONEB est l'une des sociétés Nationales entièrement à part au Bénin. *« Quand on leur doit des factures, leurs services coupures connaissent bien nos adresses et viennent nous couper. Mais pas, quand il faut faire diligence pour dépanner »* explique Marc K. Des faits pour lesquels la SONEB commence à gagner des trophées du bon mauvais élève.

Selon le Rapport Statistiques et Investigations du mois de février 2023 de l'Association Béninoise Eau et Énergies- ABEE, les statistiques ne sont pas favorables à la SONEB en matière de communication et de fourniture d'eau potable. Le rapport signale le silence coupable des diverses autorités sur la question des coupures d'eau, de compteurs volés et de mauvaise qualité de l'eau à des endroits donnés.

Du professionnalisme du personnel à la qualité des services proposés, il ressort que la SONEB est loin de satisfaire les engagements en matière d'atteinte de l'objectif 6 du développement durable. Alors pour résoudre ces problèmes, la SONEB doit améliorer la qualité de ses infrastructures et

former ses employés pour améliorer la qualité des services fournis. Elle doit également garantir que l'eau potable soit accessible à tous conformément aux engagements pris par le gouvernement béninois à l'issue des grandes rencontres internationales auxquelles les cadres du secteur se pressent toujours à se présenter.

Megan Valère SOSSOU

Health in the world: Let's not be afraid

Three years ago, the year 2020 seemed quiet and the bell had just rung for the last time in the achievement of the seventeen (17) Sustainable Development Goals by the year 2030. The world was suddenly weakened by an infectious disease, Covid-19, which appeared like a thunderclap in a serene sky.



Docteur Pierre M'PELE KILEBOU

We had entered without prior warning into an unprecedented crisis, not because of a third world war, even if today it is mentioned in the 'lodes' that govern us because of the Russia-Ukraine war, nor because of a new stock market crash, nor even because of American-Sino-Russian rivalries, but because of a virus. A »small« virus, in fact, is always small, coming from the land of the rising, in the city of Wuhan, now famous and known to all, in the province of Hubei in China.

This virus had sent the world into a pandemic. The world was gripped by panic, nations cowering to more sovereignty, and international organizations, including the UN, were stunned.

The political and socio-economic impacts were severe and are still felt today with rising poverty. They are due less to the virus itself, but to the selfish management of the crisis.

The vaccine, which should have been a blessing for humanity, was developed in less than a year. A record in the history of medical research. This achievement triggered another battle, one that has become a tussle for power and money. The competition has been fierce between the powerful and the great powers. This vaccine has been controversial and the future will soon tell because the results of clinical studies will surely be known in 2023 as to its effectiveness on transmission, morbidity, and mortality.

Let's get together

In a world that is weakened, divided, distraught, and lacking in kindness, inclusive diversity is becoming an emergency for everyone, here and elsewhere. Exclusion, an evil of our society, was mentioned in its social use in the post-industrial 1980s. The response in the 2000s gave rise to the concept of inclusive diversity. This concept is increasingly being taken over by the private sector and governments, who are competing for leadership and marking their footprints with labels and charters as if it were a 'Fashion Week'.

Beyond the indispensable need for inclusive diversity related to race, gender, disability, generational, and culture, various minorities including the LGBT community and beyond, all those in their family, their community, their society, their country, and in the world who are, by looking at them or by pointing a finger, relegated to the second rank for reasons related to a difference

Inclusive diversity must therefore be a profound consideration of differences, equal opportunities, shared spaces, opportunities, and responsibilities. This is the greatest wealth of humanity and inclusion is an opportunity for the

positive evolution of our species because it allows each person to be who he or she is and to give the best of him or herself.

In this great global village, the common mode of operation acceptable to everyone must be beneficial to all in \\ »togetherness\\ » in a globalized social bond with our common mother, planet earth.

This social bond which encompasses inclusive diversity must be considered as a collective responsibility because each individual must be regarded, not as a target for the actions and directives of those in power, of the strongest and richest groups, of the \\ »dominant\\ », but as a social actor in a more united, more fraternal world to be built together, today and tomorrow, with respect for differences.

The WHO is slowly announcing the end of the Covid-19 pandemic, but we must remain vigilant, because the world is still facing other challenges, including that of a more responsible way of life in order to feed humanity, live and age in good health, succeed in the ecological and energy transition, to preserve and share the wealth and, above all, to live together as equals, free and brothers.

Let's fight for Equity and dignity

Our world is characterized by a crisis of confidence between each other, a crisis of fraternity, a crisis of solidarity between those who have and those who survive each day, a crisis of belonging to the same Nation, to the same Planet, a spiritual crisis in faith in Man, in the Republic and in God. First and foremost, we must work together to bridge the gap that is widening every day between us, through respect for the dignity of others. A crisis is a turning point of a cycle, almost always temporal, even if it can lead to dramatic consequences for man and society.

Let us look together in the same direction, put our energies

together and invest together in solving the ills that plague our society and we will find the means to overcome all the challenges, including conflicts, wars, crises of all kinds, racism, exclusion, poverty, violence against women and children, so that we can live together in a world that is suitable for all to live.

It's all about you and I together fulfilling Martin Luther King's dream of being able to transform the glaring discords into a beautiful symphony of brotherhood. Inclusive diversity can only be achieved if we all, here and elsewhere, put love and humility into being Men and Women equal and free in a world of peace. From Kant to Hugo to Rousseau, they described and identified a common feature of all conflicts: the exclusion and, above all, the latent contempt of others as another »self«. Saint Exupéry said, »He who differs from me, far from harming me, enriches me«.

A better world can only be created if diversity, equity and inclusion are at the heart of our collective ambition to belong to one world and one human species. It is by bringing together our different cultures, backgrounds, and perspectives that we will succeed in providing innovative solutions in many areas of men and women's lives, including health, health for all is a fundamental condition for world peace and security; it depends on the closest cooperation of individuals and states according to the WHO constitution of 1946.

Thus, the fight for global and African health is a mission and the challenge today is to mobilize the world's leaders. It is also a challenge for all that access to surgical, obstetric and anesthetic care is affordable, safe, and of high quality for five billion people. The challenge is even greater in Africa, for example, where 93% of the population has no access to surgery because the majority of basic hospitals lack electricity, running water, oxygen, staff, and internet in the 21st century. This exclusion is unacceptable in a resourceful world. We must give ourselves every opportunity to develop and

release human potential for the good of humanity.

Docteur Pierre M'PELE KILEBOU

Santé dans le monde : N'ayons pas peur, rassemblons-nous

Il y a trois ans, l'année 2020 s'annonçait tranquille et la cloche du dernier tour de piste venait de sonner dans la réalisation d'ici à l'an 2030 des dix-sept (17) Objectifs du Développement Durable. Le monde s'était subitement affaibli par une maladie infectieuse, la Covid-19 apparue comme un coup de tonnerre dans un ciel serein.



Nous étions entrés sans avoir été prévenus dans une crise sans précédent, pas à cause d'une troisième guerre mondiale, même si aujourd'hui, on l'évoque dans les 'loges' qui nous dirigent du fait de la guerre Russie – Ukraine, ni d'un nouveau krach boursier, ni même à cause des rivalités américano-sino-russes, mais à cause d'un virus. Un « petit » virus, en réalité, il est toujours petit, venu du pays du levant, dans la ville de Wuhan, aujourd'hui célèbre et connue de tous, dans la province du Hubei en Chine.

Ce virus a fait entrer le monde dans une pandémie. Le monde touché était pris de panique, les Nations recroquevillées à plus de souveraineté, les organisations internationales, y compris l'ONU tétanisées. Les conséquences politiques et socio-économiques ont été considérables et sont encore ressentis aujourd'hui avec un accroissement de la pauvreté. Elles sont moins dues au virus lui-même, mais à la gestion égoïste de la crise.

Le vaccin, qui aurait dû être un bien de l'humanité a été mis au point en moins d'une année. Un record dans l'histoire de la recherche médicale. Cet exploit a déclenché une autre bataille dans celle devenue une question de pouvoir et d'argent. La concurrence a été ardue entre les puissants et entre les puissances. Ce vaccin a été l'objet de controverses et l'avenir nous le dira bientôt parce que les résultats des études cliniques seront sûrement connus en 2023 quant à son efficacité sur la transmission, sur la morbidité et la mortalité.

Rassemblons-nous

Dans ce contexte d'un monde affaibli, divisé, désemparé et en panne de bienveillance, la prise en compte de la diversité inclusive devient une urgence pour chacun et pour tous, ici et ailleurs. L'exclusion, un mal de notre société, est évoquée dans son usage social dans les années 1980 post industrielles. La riposte a engendré, dans les années 2000, le concept de diversité inclusive. Ce concept est vite accaparé par le secteur privé et les gouvernements qui se disputent le leadership et marquent leur empreinte avec des labels et des chartes comme s'il s'agissait d'une 'Fashion Week'.

Au-delà, de l'indispensable nécessité de la diversité inclusive liée à la race, au genre, au handicap, au générationnel, au culturel, aux diverses minorités notamment à la communauté LGBT et au-delà, de tous ceux qui dans leur famille, leur communauté, leur société, dans leur pays et dans le monde sont, par un regard ou pointer du doigt, relégués au second rang pour des raisons liées à la différence.

La diversité inclusive se doit donc être une considération profonde des différences, l'égalité des chances, le partage des espaces, des opportunités et des responsabilités. C'est d'ailleurs la plus grande richesse de l'humanité et l'inclusion est une chance d'évolution positive de notre espèce parce qu'elle permet à chacun d'être qui – il ou elle

– est, et de donner le meilleur de soi.

Dans ce grand village planétaire, le mode de fonctionnement commun acceptable par chacun se doit être profitable à toutes et à tous dans le « vivre ensemble » dans un lien social globalisé auprès de notre mère nourricière, commune à tous, la planète terre.

Ce lien social qui intègre la diversité inclusive doit être considéré comme une responsabilité collective parce que chaque individu doit être considéré, non pas comme la cible des interventions et des directives des gouvernants, des groupes des plus forts, des plus riches, des « dominants » mais comme un acteur social d'un monde plus solidaire, plus fraternel à construire ensemble, aujourd'hui et demain, dans le respect des différences.

L'OMS annonce à petits pas la fin de la pandémie de la Covid-19, nous devons rester vigilants, car le monde demeure néanmoins confronté à d'autres défis dont celui d'un mode de vie plus responsable pour nourrir l'humanité, vivre et vieillir en bonne santé, réussir la transition écologique et énergétique, préserver et partager la richesse et surtout vivre ensemble égaux, libres et frères.

Luttons pour l'équité et la dignité

Notre monde se caractérise par une crise de confiance entre les uns et les autres, une crise de fraternité, une crise de solidarité entre ceux qui ont et ceux qui survivent chaque jour, une crise d'appartenir à une même Nation, à une même Planète, une crise spirituelle dans la foi en l'Homme, en la République et en Dieu. Nous devons avant tout, ensemble, œuvrer à combler le fossé qui s'agrandit chaque jour entre nous, par le respect de la dignité de l'autre. Une crise est un moment de retournement d'un cycle, presque toujours temporel, même si cela peut entraîner des conséquences dramatiques sur l'Homme et la société.

Regardons ensemble dans la même direction, mettons ensemble nos énergies et investissons tous ensemble à résoudre tant de maux qui minent notre société et nous trouverons les moyens de relever tous les défis, y compris les conflits, les guerres, les crises de toutes sortes, le racisme, l'exclusion, la pauvreté, les violences faites aux femmes et aux enfants, afin de vivre ensemble dans un monde dans lequel il peut faire bon vivre pour chacun et pour tous.

Il s'agit pour nous, vous et moi, tous ensemble, de concrétiser le rêve de Martin Luther King, celui d'être capables de transformer les discordes criardes en une superbe symphonie de fraternité.

La diversité inclusive ne saurait se réaliser que si nous mettons chacun et tous, ici et ailleurs, de l'amour et de l'humilité afin d'être des Hommes et les Femmes soient égaux et libres dans un monde de paix.

De Kant à Hugo en passant par Rousseau, ils ont écrit et cerné un point commun à tous les conflits : l'exclusion et surtout le mépris latent d'autrui comme un autre « soi ». Saint Exupéry a dit « celui qui diffère de moi, loin de me léser, m'enrichit ».

Un monde meilleur ne peut se créer que si diversité, équité et inclusion sont au cœur de notre ambition collective d'appartenir à un même monde et à même une espèce humaine. C'est en rassemblant nos cultures, nos origines et nos modes de pensées différents que nous allons réussir à fournir des solutions innovantes dans plusieurs domaines de la vie des Hommes et des Femmes, notamment dans la santé, celle de tous les peuples est une condition fondamentale de la paix du monde et de la sécurité ; elle dépend de la coopération la plus étroite des individus et des Etats selon la constitution de l'OMS de 1946.

C'est ainsi que le combat pour la santé dans le monde et en

Afrique est un sacerdoce et le challenge d'aujourd'hui est celui de mobiliser les leaders de ce monde. C'est aussi un défi pour tous que l'accès des soins chirurgicaux, obstétricaux et anesthésique soient abordables, sûrs et de qualité pour cinq (05) milliards d'habitants. Ce défi est encore plus grand en Afrique où 93 % des populations n'ont pas accès à la chirurgie parce que la majorité des hôpitaux de base manquent d'électricité, d'eau courante, d'oxygène, de personnels, d'internet en ce 21^e siècle. Cette exclusion-là est inacceptable dans un monde riche. Il nous faut nous offrir toutes les opportunités pour mettre en valeur et libérer le potentiel humain pour le bien de notre humanité.

Docteur Pierre M'PELE KILEBOU